



**PRÉFET  
DE LA DRÔME**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement  
Auvergne Rhône-Alpes  
Unité interdépartementale Drôme-Ardèche**

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N°20250217-DEC-DAEN0203 EN DATE DU 19 FEV. 2025  
PORTANT PROROGATION DU DÉLAI DE MISE EN SERVICE**

**ACCORDÉ À LA SOCIÉTÉ LIDL CONCERNANT SON PROJET D'ENTREPÔT COUVERT DE  
STOCKAGE DE MATIÈRES COMBUSTIBLES SITUÉ SUR LA COMMUNE DE DONZERE**

Le préfet de la Drôme  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

**Vu** le code de l'environnement et notamment son titre 1er du livre V ;

**Vu** la nomenclature des installations classées ;

**Vu** le décret du 13 juillet 2023 nommant Monsieur Thierry DEVIMEUX préfet de la Drôme ;

**Vu** le décret du 21 juillet 2023 nommant M. Cyril MOREAU, secrétaire général de la préfecture de la Drôme ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 23 février 2022 autorisant la société LIDL à exploiter un entrepôt couvert de stockage de matières combustibles sur la commune de DONZERE (26 290), notifié par courrier préfectoral du 24 février 2022 ;

**Vu** le courrier du 13 février 2025, complété par le courriel du 18 février 2025, de la société LIDL sollicitant une prorogation du délai de mise en service de l'installation autorisée par l'arrêté préfectoral du 23 février 2022 ;

**Vu** le rapport de l'inspection des installations classées n°20250217-RAP-DAEN0202 du 18 février 2025 ;

**Vu** le projet d'arrêté porté à la connaissance de l'exploitant par courriel du 18 février 2025 et sa réponse par courriel du 18 février 2025 ;

**Considérant** que les dispositions de l'article R. 181-48 du code de l'environnement prévoient la possibilité de proroger le délai de caducité de 3 ans concernant la mise en service d'un projet ayant bénéficié d'une autorisation environnementale, sur demande justifiée et acceptée ;

**Considérant** que les motifs mentionnés par l'exploitant dans son courrier du 13 février 2025 susvisé sont de nature à justifier la prorogation du délai de mise en service, notamment :

- une conjoncture internationale qui a engendré des pénuries de matériaux et une forte hausse des coûts des matériaux de construction impactant le calendrier du chantier ;
- l'évolution des conditions d'exploitation du site, la société ayant prévu de prendre en exploitation directe l'entrepôt au lieu du transfert d'exploitation initialement prévu (avec la réalisation d'études supplémentaires) ;
- de nombreuses intempéries – essentiellement des rafales de vent très violentes – qui ont conduit à arrêter le chantier à de nombreuses reprises.

**Considérant** la taille notable du projet d'entrepôt autorisé, avec la construction d'un bâtiment composé de 9 cellules de près de 6 000 m<sup>2</sup> et d'une dalle mécanisée de près de 12 000 m<sup>2</sup> (emprise au sol des bâtiments du projet de près de 66 500 m<sup>2</sup>) ;

**Considérant** que le délai supplémentaire demandé par l'exploitant tient compte du délai de réception des installations, dont la construction est en cours, ainsi que du délai de levée des éventuelles réserves avant la mise en service des installations ;

**Considérant** qu'une prorogation de 18 mois n'apparaît pas être de nature à apporter des changements substantiels du projet de circonstances de fait et de droit ;

**Considérant** que l'avis du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques (CODERST) n'est pas requis ;

**Considérant** qu'il peut être réservé une suite favorable à la demande de prorogation de 18 mois supplémentaires à compter du courrier de notification de l'arrêté d'autorisation ;

**Sur** proposition du secrétaire général de la préfecture de la Drôme ;

## **ARRÊTE**

### **Article 1 : Prorogation du délai de mise en service**

Le délai de mise en service par la société LIDL, SIREN n°343262622, des installations autorisées par l'arrêté préfectoral du 23 février 2022, est prorogé de 18 mois à compte du courrier de notification de cet arrêté, soit jusqu'au 24 août 2026.

### **Article 2 : Délais et voies de recours**

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré au Tribunal administratif de GRENOBLE :

1° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L 211-1 et L 511-1 du code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de la décision ;

2° par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2° ci-avant.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du Code de l'environnement).

La présente décision peut faire l'objet d'une demande d'organisation d'une mission de médiation telle que définie par l'article L. 213-1 du Code de justice administrative, auprès du Tribunal administratif de Grenoble.

### **Article 3 : Publicité**

Conformément aux dispositions de l'article R. 181-44 du code de l'environnement un extrait du présent arrêté mentionnant qu'une copie du t'exte intégral est déposée aux archives de la mairie et mise à la disposition de toute personne intéressée, sera affichée en mairie de DONZÈRE pendant une durée minimum de quatre semaines.

Le maire de DONZÈRE fera connaître par procès verbal, adressé à la DDPP de la Drôme, l'accomplissement de cette formalité.

Le présent arrêté sera publié sur le site internet de la préfecture pendant une durée minimale de quatre mois.

### **Article 4 : Exécution - Notification**

Le secrétaire général de la préfecture de la Drôme, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes (DREAL) et le maire de la commune de DONZÈRE, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au représentant légal de l'exploitation.

Fait à Valence, le **19 FEV. 2025**

Le préfet,

Pour le Préfet, et par délégation  
Le Secrétaire Général

Cyril MOREAU

